

VENDREDI 8 MAI 2015

En route vers le crash économique final.

- = La crise est finie ? Non, elle est sur le point d'exploser ! p.1
- = La brusque hausse des taux d'intérêt est une mauvaise nouvelle p.8
- = Un précédent établi par Chypre p.9
- = Quand Warren Buffett imite Hugo Stinnes, l'hyperinflation n'est peut-être pas loin... p.11
- = Brown Brothers Harriman admet la manipulation du marché par les banques centrales p.14
- = 7 – L'évolution irréversible de l'énergie p.15
- = Grèce : SUR QUOI FONDER SON OPTIMISME ? p.17
- = 'Personne ne peut fixer le prix du pétrole, cela dépend d'Allah' p.20
- = Fiasco énergétique, le gaspillage écologiste des ressources p.21
- = Au Danemark, il ne sera bientôt plus possible de régler en espèces les stations services, les cafés et les restaurants p.23
- = Mes choix "low-tech" pour la production d'eau chaude p.24
- = Areva: 6'000 emplois à la trappe dans le monde p.29
- = Fonds vautour : heureusement, la Belgique a la solution p.30



La crise est finie ? Non, elle est sur le point d'exploser !

Blog de la résistance et ZeroHedge 07 mai 2015



Ici un excellent papier : quelque chose de gros semble se préparer sur le marché obligataire, une bulle, « une bombe nucléaire de 100.000 milliards » . Et les élites (bien conscients des *monstres* qu'ils ont créé) non seulement s'y préparent, mais ils nous ont prévenus !

De Jamie Dimon à christine LAGARDE comme nous l'avons reporté, en passant par bill GROSS (PIMCO) qui a qualifié le bund allemand de short du siècle :



Et j'en passe une flopée (relire nos revues de presse)

La seule grande question reste toujours QUAND ? Ça semble relativement imminent .

Regardez ça :

« Est ce que les banques centrales du monde ont appuyés sur le bouton panique ce matin ? » Demande Zero Hedge :

Si il y a une chose plus inquiétante pour les planificateurs centraux du monde q'un sell-off des actions, c'est une déroute obligataire «prouvant» qu'ils ont perdu le contrôle. Le carnage de cette nuit sur les marchés obligataires mondiaux semble avoir déclenché l'intervention de quelqu'un (ou quelques uns) – de manière spectaculaire (en volume) – pour sauver les obligations et sauver le monde une fois de plus .

Sauvez Moi !! (prix du marché à terme)



Voici ce à quoi ressembleraient les rendements des Bunds allemands ...



Ce qui devient de plus en plus clair pour les banquiers centraux, comme nous l'avons déjà souligné, c'est que **depuis que le marché obligataire est maintenant massivement illiquide avec tout le monde positionné du même côté, il n'y a aucun moyen d'orchestrer une baisse contrôlée** .

A lire aussi : [Des bons du Trésor à taux zéro, en attendant le big bang](#)

La crise est finie ? Non, elle est sur le point d'exploser !

par Claudio Conti

Alors que beaucoup continuent à nous raconter l'histoire de la croissance qui est sur le point de commencer, il suffit de faire encore « un petit sacrifice » – Renzi en Italie, Christine Lagarde pour le FMI – il y en a qui se préparent à la prochaine tempête de dimension mondiale.

Ils ne sont pas en train d'en parler dans un quelconque « think tank » sans responsabilités opérationnelles, mais au sommet des grandes banques d'investissement du monde. Des structures multinationales par définition, avec des terminaux dans tous les coins du globe et les analystes affectés dans chaque domaine significatif des affaires.

Celui qui a brisé la glace c'est Jamie Dimon, il y a deux jours. Son métier c'est PDG chez JP Morgan, le requin de la finance second seulement à Goldman Sachs, et en tant que tel il a envoyé à ses associés une lettre l'information dans laquelle il peint un tableau pas rose du tout.

La thèse est simple: une nouvelle crise est sur le point de s'abattre sur les marchés financiers. Aucun verbe au conditionnel. La seule incertitude est *quand elle va exploser, et à quel moment*. Ce sont des questions centrales pour quelqu'un qui déplace tous les jours de l'argent d'une partie à l'autre du globe – il ne doit pas se faire surprendre à la mauvaise heure et au mauvais endroit – mais beaucoup moins urgentes pour nous qui n'avons pas un sou.

A nous il intéresse surtout de savoir qu'une autre crise financière, plus grande que celle de 2007-08, et avec des effets nettement plus dévastateurs, est en train de se « charger » dans les entrailles du système international. Et personne ne sait comment la garder sous contrôle.

Dimon va jusqu'à mettre trois pages de son rapport (un peu moins de 10% du texte intégral) pour dessiner des scénarios plausibles, pour permettre à ses associés de prendre des décisions rationnelles, rapides, conservatives. Deux choses semblent certaines, cependant; une phase caractérisée par « les marchés plus volatils » et « un amortissement rapide des évaluations. » Tempête et grande vitesse dans l'accumulation de pertes, si on fait de fausses manœuvres.

Fondamentalement Dimon est seulement le plus « opérationnel » parmi les Cassandres qui sont en train de voir augmenter les signes de tempête. L'année dernière, un [rapport](#) de l'économiste britannique George Magnus, analyste à la banque suisse UBS et l'un des rares à avoir prévu l'explosion de la bulle des subprimes, a averti que le calme actuel sur les marchés est le classique « calme avant la tempête. » Tout comme celui qui a précédé 2008.

Idem a fait, peu de temps après, le Français Jacques Attali, sur l'hebdomadaire L'Express, précédant le déclenchement d'une crise financière avec des conséquences très dures notamment en Europe.

Etant donné qu'il y aura à danser, le raisonnement de Dimon et des autres prophètes de malheur passe en examen ceux qui perdront en premier – ou avec des coûts plus élevés – la mise.

Pour rassurer les actionnaires, Dimon a dit que la capacité à absorber les chocs éventuels des banques a été très limitée par les nouvelles règles sur capitaux et liquidités. Au fond elles ont été secourues par les gouvernements, elles ont des bilans partiellement nettoyés, elles ont déchargé la plupart de la charge aux banques centrales (avant à la Réserve fédérale, maintenant aussi à la BCE). Donc, ça sera pas les banques qui seront submergées les premières,

ni à donner un coup de pouce pour nettoyer le système.

Les hedge funds et les grands gestionnaires de fonds seront plutôt obligés d'intervenir et acheter des actifs financiers peu probables, bien sûr avec les gouvernements nationaux. Un schéma seulement partiellement innovateur, et même déjà prouvé, qui à la fin va décharger la majeure partie des coûts directement sur les épargnants (une fois comme adhérents aux fonds d'investissement, une fois comme contribuables des États nationaux (inévitavelmente forcés d'augmenter les impôts pour joindre les deux bouts du budget) et une autre encore comme travailleurs salariés qui perdront leur emploi.

La cabale des prévisionnistes indique, cependant, aussi l'année de l'explosion: 2015.

Attali, par exemple, rapporte qu'au cours des trente dernières années, les crises financières graves ont été répétées tous les sept ans: 1987 (le Dow Jones a perdu 22,6% en une seule journée); 1994 (crise de devises émergentes); 2001 (éclatement de la bulle dot.com); 2008 (bulle des subprimes aux États-Unis). Le problème est que nous ne sommes pas encore sortis de cette dernière et déjà est en train d'en arriver une autre. Il n'y a pas eu en somme la possibilité de mettre en place les différents systèmes et sous-systèmes brisés par la crise de 2008. Pour dire, depuis lors l'Italie a perdu plus de 12% du PIB, la Grèce près de 30, et même l'Allemagne n'a pas vraiment récupéré l'écart avec la situation en 2007.

Le véritable élément qui inquiète les « professionnels des marchés » sont exactement ceux qui ont prétendu haut et fort depuis sept ans à ce jour : la « drogue liquide » émise avec une générosité absolue par les grandes banques centrales (Réserve fédérale en tête). Un océan d'argent que continue à jaillir de nombreuses sources (BCE et Banque du Japon, en ce moment) sans trouver nulle part de réelles opportunités de valorisation. Autrement dit de profit.

Cet océan d'argent n'a eu presque aucun effet sur l'« économie réelle », sur la production ou les services; si ce n'est celui, mineur, de contenir l'effondrement de plusieurs secteurs. Mais surtout, cet océan de liquidité s'est re-versé sur les bourses et les « marchés parallèles », ceux où voyagent des produits « dérivés » au contenu (ou « sous-jacent ») non traçable, ou bien sur les prix d'achat d'actions du marché boursier. En bref: ces cours des actions,

aujourd'hui, sont gonflés par la drogue et ne correspondent pas du tout – bien au contraire! – aux conditions de rentabilité des entreprises dont ils portent le nom.

Ce phénomène a un nom: *la bulle*. Chaque actif financier est surévalué, il coûte trop cher par rapport à sa valeur (déjà incertaine). Par conséquent il est facile de prédire, pour quelqu'un comme Dimon, une forte détonation et rapide dès que la « bulle » rencontrera – comme il arrive toujours – son épingle fatale. C'est-à-dire l'occasion, y compris mineure et impensable (comme pour les prêts hypothécaires *à risque* aux États-Unis), qui fait éclater la chaîne de Saint Antoine des titres financiers. Avec tout le monde qui court vendre et personne qui s'arrête pour acheter. Nous recommandons toujours de jeter un oeil au film *Margin call* pour se faire une idée « depuis l'intérieur » de l'éclatement de la bulle.

Et la prévision de l'Europe comme épicentre de l'explosion semble tout à fait crédible. En fin de compte, c'est ici que la BCE commence à injecter des liquidités – en soutenant les valeurs en bourse – juste au moment où la Réserve fédérale américaine envisage le « retour à la normale », en augmentant les taux d'intérêt. Même la reine querelleuse des réunions du FMI, Christine Lagarde, a dû admettre que c'est en Europe elle-même qu'il y a le risque le plus élevé à cause, aussi, de « prêts en stagnation pour 900 milliards d'euros, qui bloquent les canaux du crédit dans la zone euro ». Un montant égal à 60% du PIB italien, pas un pétard.

Il y en a donc qui osent même prédire le secteur qui va exploser en premier :

Selon de nombreux experts, parmi les derniers Lagarde, tout partira du marché obligataire : il a dépassé 100 000 milliards de dollars (c'était 70.000 milliards en 2007). Un marché aux dimensions colossales, 50 fois la dette publique italienne, qui est en train de permettre aux grandes sociétés américaines de décharger leur dette en Europe, où le coût d'emprunt de l'argent est inférieur. La prochaine bulle à éclater sera celle de l'obligataire.

Les obligations d'État, c'est-à-dire la dette publique, à savoir le canal d'échange entre capital multinational financier privé et possibilité de refinancement de la dette publique des Etats. Cela fait presque rire si l'on pense à la gravité avec laquelle, par exemple, Schaeuble et Merkel continuent à fouetter la Grèce pendant que sous leurs fauteuils augustes est chargée une bombe nucléaire de 100.000 milliards...

<http://contropiano.org/economia/item/30163-la-crisi-e-finita-no-sta-per-esplodere>

[la-crise-est-finie-non-elle-est-sur-le-point-dexploder-par-claudio-conti](http://www.zerohedge.com/news/2015-05-07/did-worlds-central-banks-hit-panic-button-morning) – <http://www.zerohedge.com/news/2015-05-07/did-worlds-central-banks-hit-panic-button-morning> – [resistanceauthentique](#)

La brusque hausse des taux d'intérêt est une mauvaise nouvelle

Posté le 7 mai 2015 par Bcolmant

La règle du genre, dans les marchés financiers, c'est le déséquilibre permanent.

La formation du prix des actifs respecte une dynamique imprévisible et aléatoire, reflétant elle-même les fluences du progrès humain.

Une donnée est fondamentale : c'est le prix du temps.

C'est donc le taux d'intérêt, qui exprime l'abondance ou la rareté de la monnaie suivant une loi de l'offre et de la demande, mais surtout de la perspective de la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie elle-même. Concrètement, le taux d'intérêt intègre une anticipation d'inflation qu'il est censé compenser.

Les taux d'intérêt viennent de s'élever brusquement. Quelle en est la raison ? C'est une chimie impossible à décrypter. Ses composants en sont les excès d'une baisse préalable, l'assèchement de la liquidité du marché, l'accommodement d'une politique monétaire expansionniste, un raidissement de la perception du risque, des perspectives d'inflation à la hausse, etc.

Depuis plusieurs semaines, on remarque que les indicateurs d'inflation sont à la hausse. Si cette tendance se confirme, c'est que l'économie mondiale, qui est pourtant encore dans une tendance déflationniste, envisage une lointaine sortie de crise inflationniste. Il faut s'en féliciter : l'inflation est le seul moyen intelligible de s'extraire du borbier de dettes qui paralyse l'économie mondiale.

Mais attention : cette augmentation des taux d'intérêt n'est pas une bonne nouvelle pour l'économie européenne, car elle risque de tempérer une faible reprise. L'action de la BCE en serait contrariée et la demande en souffrirait.

Un précédent établi par Chypre



Phoenix Capital
(publié sur le blog de Bruno Bertez aussi)

Publié le 08 mai 2015

Dissimulée par les discours optimistes des gouvernements du monde et des médias, l'élite politique a commencé à mettre en place une législation qui lui permet de geler les comptes bancaires et d'utiliser l'épargne des gens pour refinancer des banques insolubles.

Il ne s'agit pas ici d'une théorie de la conspiration, mais de simples faits.

Au cours de ces 24 derniers mois, le Canada, Chypre, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont mis en place une législation qui pourra leur permettre de geler puis de saisir les actifs bancaires si une nouvelle crise se présentait.

En gardant cela à l'esprit, j'aimerais revenir un instant sur les implications des bail-ins mis en place à Chypre. Le pays nous fournit un précédent pour ce qui deviendra bientôt un phénomène global.

Voici comment la situation s'est développée à Chypre :

- 25 juin 2012 : Chypre fait une demande formelle de refinancement à l'Union européenne.
- 24 novembre 2012 : Chypre annonce avoir trouvé un accord avec l'Union européenne, et le démarrage du processus de refinancement dès l'examen des banques chypriotes par les fonctionnaires de l'Union européenne (le capital nécessaire était alors estimé à 17,5 milliards d'euros).
- 25 février 2013 : Le candidat démocratique Nicos Anastasiades remporte les élections face à son opposant communiste anti-austérité.
- 16 mars 2013 : Chypre rend publics les termes de son plan de bail-in : un prélèvement de 6,75% sur les comptes de moins de 100.000 euros, et de 9,9% pour les comptes de plus de 100.000 euros. Un jour férié bancaire est annoncé.
- 17 mars 2013 : La session d'urgence ouverte par le Parlement pour le vote du plan de refinancement est suspendue.
- 18 mars 2013 : La période fériée est étendue jusqu'au 21 mars.

- 19 mars 2013 : Le Parlement chypriote rejette le projet de bail-in.
- 20 mars 2013 : La période fériée est étendue jusqu'au 26 mars.
- 24 mars 2013 : Les retraits auprès des plus grosses banques du pays sont limités à 100 euros.
- 25 mars 2013 : Les accords de refinancement sont signés. Les déposants qui disposent de plus de 100.000 perdent 40% de leur argent déposé auprès de la Banque de Chypre, et 60% de leur argent déposé auprès de Laiki.

Voyez à quelle vitesse les événements se sont succédé.

Les banques chypriotes ont fait une demande formelle de refinancement en juin 2012. Les discussions ont duré deux mois. Après quoi le système a basculé en un seul weekend.

Un weekend. Le processus n'a pas été graduel. Il a été soudain, et total : une fois qu'il a été lancé, les banques ont fermé et plus personne n'a pu accéder à son argent.

Personne n'a reçu d'avertissement préalable, parce que ceux qui se trouvaient en haut de la chaîne alimentaire financière se sont assurés de rester discrets. Les banques centrales, les directeurs de banques, les politiciens... tous ces gens se concentrent principalement sur le maintien de la confiance envers le système, et non sur la résolution de ses problèmes. Ils ne peuvent pas discuter de ces problèmes, puisque le faire mettrait au grand jour le fait qu'ils ne sont eux-mêmes la cause.

Pour cette raison, vous ne verrez jamais un banquier central, un directeur de banque ou un politicien admettre ce qui se passe réellement sur le système financier. Même les employés subordonnés n'en parlent pas parce qu'ils ne connaissent pas la vérité concernant leurs institutions et pourraient être renvoyés s'ils cherchaient à mettre en garde qui que ce soit.

Prenez quelques minutes pour bien comprendre tout cela. Personne ne vous dira jamais que votre argent est en danger (à l'exception de gens comme Ron Paul, qui sont déjà marginalisés par les médias).

Il est désormais temps de nous préparer à un risque systémique. Je ne peux pas prédire quand la situation dégénérera comme elle l'a fait à Chypre, mais personne ne le peut.

Il n'en est pas moins qu'il soit clair que nous devrions nous préparer au pire. Le Département américain du Trésor a déjà commandé des kits de survie pour les employés des plus grosses banques du pays... et la Fed de New York élargit ses bureaux de Chicago, au cas où un événement majeur venait faire s'effondrer le marché.

Quand Warren Buffett imite Hugo Stinnes, l'hyperinflation n'est peut-être pas loin...

08 mai 2015 | [Jim Rickards](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Hugo Stinnes est pratiquement inconnu aujourd'hui, mais ça n'a pas toujours été le cas.

Au début des années 20, c'était l'homme le plus riche d'Allemagne, à une époque où le pays était la troisième plus grande économie au monde. C'était un industriel de renom, et un investisseur ayant diverses positions en Allemagne et à l'étranger.

Stinnes jouait en Allemagne un rôle similaire à celui de Warren Buffett aux Etats-Unis aujourd'hui

Les chanceliers et les ministres de la toute nouvelle République de Weimar lui demandaient souvent son avis sur des questions économiques et politiques. Par bien des aspects, Stinnes jouait en Allemagne un rôle similaire à celui de Warren

Buffett aux Etats-Unis aujourd'hui.

C'était un investisseur ultra-riche dont l'opinion comptait beaucoup — sur des sujets politiques majeurs —, qui avait une influence aussi discrète qu'importante et qui semblait faire exactement les bons choix quand il s'agissait d'investir en bourse.

Si vous vous y connaissez un peu en histoire de l'économie, vous savez qu'entre 1922 et 1923, l'Allemagne a subi la pire hyperinflation jamais connue par une grande économie industrialisée de l'ère moderne. Le taux de change entre la devise papier, le reichsmark, et le dollar est passée de 208 pour 1 au début 1921 à 4 200 milliards pour un à la fin 1923.

Le reichsmark perdit toute valeur et fut balayé dans les égouts comme un vulgaire déchet. Pourtant, Stinnes ne vit pas sa fortune s'évaporer durant cette hyperinflation. Pourquoi ?

▪ **Parcours d'un investisseur de génie**

Stinnes est né en 1870 au sein d'une famille allemande prospère qui avait des parts dans des mines de charbon. Il travailla dans les mines pour obtenir une connaissance pratique du secteur et prit des cours à l'Académie des Mines, à Berlin.

Lorsque l'hyperinflation frappa, Stinnes était parfaitement positionné Plus tard, il hérita des entreprises de sa famille et les étendit en achetant ses propres mines. Puis il se diversifia dans le fret, achetant des lignes de cargos. Ses vaisseaux étaient utilisés pour transporter son charbon en Allemagne, le long du Rhin, mais aussi depuis ses propres mines à l'étranger. Ses navires transportaient aussi du bois et des céréales. Sa diversification alla jusqu'à inclure un grand journal, qu'il utilisa pour exercer une influence politique.

Avant l'inflation de Weimar, Stinnes avait emprunté de vastes sommes en reichsmarks. Lorsque l'hyperinflation frappa, Stinnes était parfaitement positionné. Le charbon, l'acier et le fret gardèrent toute leur valeur.

Peu importait ce qui arrivait à la devise allemande : un actif tangible est un actif tangible — il ne disparaît pas même si la devise est réduite à rien. Les positions internationales de Stinnes lui servirent aussi beaucoup parce qu'elles produisaient des profits en devises solides et non en reichsmarks sans valeur. Certains de ces profits étaient conservés à l'étranger sous forme d'or détenu dans des coffres suisses.

De cette manière, il put échapper à la fois à l'hyperinflation et à la taxation allemande. Il finit par rembourser ses dettes en reichsmarks sans valeur, les faisant disparaître. Non seulement Stinnes ne souffrit pas de l'hyperinflation de Weimar, mais son empire prospéra et il gagna plus d'argent que jamais.

Il étendit ses positions et racheta les concurrents en faillite. Stinnes gagna tant d'argent durant l'hyperinflation de Weimar que son surnom, en Allemagne, devint *Inflationkönig* — le Roi de l'Inflation. Lorsque la poussière fut retombée et que l'Allemagne revint à une nouvelle devise adossée à l'or, Stinnes faisait partie des hommes les plus riches au monde, tandis que la classe moyenne allemande était détruite.

▪ **Warren Buffett suit les mêmes traces**

Il est intéressant de constater que Warren Buffett utilise les mêmes techniques

aujourd'hui.

Il semble que Buffett ait étudié Stinnes avec attention et se prépare à la même calamité que Stinnes avait anticipée — l'hyperinflation. Buffett a récemment racheté des actifs majeurs dans le secteur des transports, sous la forme de Burlington Northern Santa Fe Railroad.

Cette ligne ferroviaire consiste en actifs tangibles : droits de passage, droits d'extraction, titres dans le rail et le fret. Les profits proviennent du transport d'actifs tangibles comme les minéraux et les céréales. Buffett a également acheté de gigantesques parts dans le pétrole et le gaz au Canada, sous la forme de Suncor.

Buffett peut désormais transporter son pétrole Suncor grâce à sa ligne Burlington Northern Buffett peut désormais transporter son pétrole Suncor grâce à sa ligne Burlington Northern — exactement comme Stinnes transportait son charbon dans ses propres navires en 1923.

Pendant des décennies, Buffett possédait également l'un des journaux les plus puissants des Etats-Unis : le *Washington Post*. Il a récemment vendu ses parts à Jeff Bezos, d'Amazon, mais garde des actifs dans le secteur des communications. Il a également acquis de vastes actifs en Chine et ailleurs produisant des profits hors du dollar qui peuvent être conservés à l'étrangers, libres d'impôts.

Une immense part du portefeuille de Buffett se trouve dans des valeurs financières — particulièrement les banques et les compagnies d'assurance — qui sont des emprunteurs faisant jouer d'énormes effets de levier. Comme Stinnes dans les années 20, Buffett pourrait sortir gagnant lorsque les dettes de ces géants financiers seront vaporisées par l'inflation, tandis qu'ils redéploient agilement leurs actifs pour couvrir leur propre exposition.

Bref, Buffett emprunte la méthode de Stinnes. Il utilise l'effet de levier pour se diversifier dans des actifs tangibles : énergie, transports et devises étrangères. Parallèlement, il utilise ses positions dans la communication et son prestige pour se tenir informé de ce qui se passe en coulisses dans le paysage politique. Buffett est désormais positionné de manière très semblable à Stinnes en 1922.

Si l'hyperinflation devait balayer les Etats-Unis aujourd'hui, les résultats de Buffett seraient les mêmes que ceux de Stinnes. Ses actifs tangibles verraient

leur valeur démultipliée, ses dettes seraient éliminées et il serait en position de racheter des concurrents en faillite. Bien entendu, les classes moyennes seraient ruinées, comme cela a été le cas en Allemagne.

Mon conseil, en ce qui concerne les milliardaires du genre de Buffett est d'observer ce qu'ils font, non ce qu'ils disent. Stinnes a vu l'hyperinflation allemande se profiler et s'est positionné en conséquence. Buffett applique la méthode de Stinnes ; peut-être voit-il la même hyperinflation dans un proche avenir. Il n'est pas trop tard pour prendre les mêmes précautions que Stinnes et Buffett.

Brown Brothers Harriman admet la manipulation du marché par les banques centrales



Chris Powell
Gata

Publié le 08 mai 2015

Depuis 1918, Brown Brothers Harriman se décrit comme étant la plus ancienne banque privée des Etats-Unis. Elle est aussi la banque à avoir été le plus récemment dotée du chapeau en aluminium du GATA, puisqu'elle a reconnu que les banques centrales interviennent secrètement sur le marché de l'or.

C'est une déclaration qui a été rapportée aujourd'hui par Ross J. Burland, éditeur du site web FX Street, qui cite des commentaires faits par les analystes de BBH concernant la mise en gage des réserves d'or du Venezuela

-
<http://www.gata.org/node/15292>

<http://www.reuters.com/article/2015/04/24/ven...idUSL1N0XL0T...>

- et la supériorité de l'or par rapport au dollar.

Voici l'un des extraits des commentaires cités par Burland :

« Pour le Venezuela, l'avantage de ce swap est que d'un point de vue comptable, ces réserves pourront continuer d'apparaître sur les bilans de sa banque centrale. Les réserves des banques centrales ne sont pas toujours ce qu'elles semblent être. Les banques centrales ont eu recours à un certain nombre de stratagèmes pour dissimuler l'étendue de leurs interventions, comme les opérations sur le marché à terme ou les opérations hors-bilans tels

que les swaps de devises du Brésil. De la même manière, la Russie a inclus ses fonds souverains à ses calculs de réserves, mais ces fonds ne sont ni liquides ni disponibles. »

Le rapport de FX Street est intitulé « Venezuela and Their Gold-vs.-Dollar Experience », et est disponible ici :

<http://www.fxstreet.com/news/forex-news/ar...=9308f996-0c...>

7 – L'évolution irréversible de l'énergie

Série François Roddier #7 15 avril 2006

Pour un astrophysicien, observer l'univers et essayer d'en élucider les mystères, c'est un peu être dans la situation du spectateur qui arrive au milieu d'un film et qui essaie d'en comprendre le scénario. Que s'est-il passé avant? Que va-t-il se passer ensuite? Sans vraiment s'en rendre compte, Carnot avait mis le doigt sur deux clés essentielles à la compréhension du monde: la conservation de l'énergie et l'irréversibilité de son évolution. Ces concepts abstraits, difficiles à saisir, s'avèrent de nos jours essentiels à la compréhension non seulement du monde physique dans lequel nous vivons, mais aussi de la vie elle-même, de notre société et même de notre économie. Cela vaut donc la peine de nous y attarder.

La première de ces clés est la conservation de *l'énergie*. Dans un univers où les étoiles naissent et meurent, où les galaxies se forment, tourbillonnent et disparaissent dans des trous noirs, la seule chose immuable c'est l'énergie. Elle est le fil conducteur qui permet de suivre et de comprendre tous ces changements d'apparence.

À l'époque de Carnot, on savait déjà que l'énergie dite *potentielle* de gravitation, celle de l'eau en attente dans les barrages, peut se transformer en énergie dite *cinétique*, celle du mouvement de l'eau qui fait tourner les turbines hydroélectriques. Cela fait partie des lois de la mécanique découvertes par Newton. Elles s'appliquent particulièrement bien au vide interstellaire de la mécanique céleste.

En l'absence de frottement mécanique, la terre peut tourner indéfiniment autour du soleil sans perte d'énergie. Une comète qui se rapproche du soleil voit sa vitesse, donc son énergie cinétique, augmenter alors qu'elle perd de l'énergie potentielle. Après avoir contourné le soleil, l'énergie cinétique

qu'elle a ainsi acquise se transforme de nouveau intégralement en énergie potentielle lorsqu'elle repart au loin tout en perdant de la vitesse.

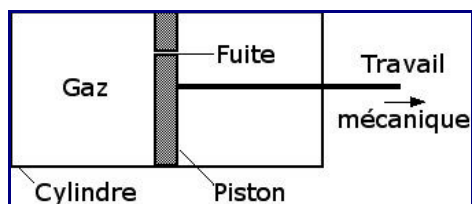
Sur terre, ces lois semblaient mises en défaut. Le balancier d'une vieille horloge même bien huilée finit toujours par s'arrêter sans apport extérieur d'énergie. Il faut remonter les poids ou le ressort pour entretenir le mouvement. On savait que cette perte d'énergie était due aux frottements mécanique et que ceux-ci produisent de la chaleur. Carnot lui-même avait compris —et Joule l'a confirmé ensuite— que la chaleur produite est directement proportionnelle à l'énergie mécanique perdue. L'énergie avait donc simplement changé de forme.

La seconde clé permettant de comprendre l'évolution du monde est l'irréversibilité. Elle indique le sens de cette évolution. En l'absence de frottements mécaniques ou autres phénomènes dits dissipatifs c'est-à-dire producteurs de chaleur, les lois de la mécanique établies par Newton sont parfaitement réversibles. Selon ces lois, si à un moment donné on inverse la vitesse de tous les points matériels d'un système en mouvement, alors le système repasse exactement par tous ses états antérieurs comme dans un film que l'on déroule à l'envers. Cela veut dire qu'on peut prévoir entièrement l'évolution d'un système à partir de la position et de la vitesse de chacune de ses parties observées à un moment donné. Arrivé au milieu du film on peut reconstituer tout ce qui s'est passé avant et prévoir aussi tout ce qui va se passer après. C'est le déterminisme universel du XIX^{ème} siècle. C'est aussi la négation du libre arbitre.

Avant Carnot les frottements mécaniques étaient considérés comme des phénomènes parasites impurs camouflant les lois pures sous-jacentes. Carnot remarque que la production de chaleur par frottements mécaniques est un phénomène irréversible. Le balancier d'une horloge s'arrête lorsque toute l'énergie mécanique a été transformée en chaleur. La transformation inverse est impossible: on ne peut pas remettre en marche le balancier en chauffant l'horloge. Carnot comprend l'importance de cette observation. La plupart des phénomènes naturels sont irréversibles: les incendies, tempêtes, ras de marées, tremblements de terre, etc... ont des conséquences irréversibles. Nous mêmes, nous naissons, nous vieillissons et nous mourons de façon irréversible. C'est donc un phénomène fondamental mais il semble contredire la mécanique de Newton.

À la suite de Carnot, l'allemand Rudolf Clausius montre que l'on peut mesurer quantitativement la dégradation de l'énergie dans une transformation irréversible. Il définit une quantité qu'il baptise *entropie* mais dont la nature reste mystérieuse. Si on suit l'évolution d'une certaine quantité d'énergie, alors l'entropie associée à cette énergie ne peut qu'augmenter ou rester constante. Si l'évolution est réversible, l'entropie reste constante. Si l'évolution est irréversible l'entropie augmente. Il est à noter que, telle que Clausius l'a définie, l'entropie ne peut être mesurée de façon absolue. Tout ce qu'on peut mesurer c'est sa variation.

Un exemple très simple est la détente d'un gaz comprimé par un piston dans un cylindre. Lorsque le gaz se détend, il pousse le piston produisant ainsi du travail mécanique. Si le cylindre est isolé thermiquement, le gaz se refroidit. On a effectivement converti de la chaleur en travail mécanique. Cette détente est réversible car on peut rendre au gaz l'énergie ainsi fournie en le comprimant de nouveau, ce qui l'échauffe (1). Dans cette transformation réversible, l'entropie reste constante. Par contre s'il y a une fuite de gaz à travers le piston, le gaz va se détendre irréversiblement sans fournir de travail mécanique. Sa température reste la même ainsi que son contenu en énergie, mais cette dernière s'est dégradée. Le gaz ne peut plus fournir d'énergie mécanique. Son entropie a augmenté.



La détente d'un gaz peut être réversible (piston) ou irréversible (fuite).

Dans notre prochain article nous verrons comment Boltzmann a réussi à concilier cette irréversibilité thermodynamique avec la réversibilité des lois de la mécanique de Newton.

(1) On constate cet échauffement chaque fois qu'on gonfle un pneu

[Grèce : SUR QUOI FONDER SON OPTIMISME ?](#)

7 mai 2015 par François Leclerc

Combien de temps l'interminable bras de fer avec le gouvernement grec va-t-il encore durer ? Les avis sont partagés et personne ne sait trop bien, son

agonie financière durant plus longtemps qu'il n'était prévu. Dans l'immédiat, le FMI a été remboursé de 200 millions d'euros, et la BCE a une nouvelle fois déplafonné les liquidités d'urgence qui maintiennent les banques grecques en vie, sans accroître ses exigences de garantie – l'augmentation de sa décote sur le collatéral – comme il en était question. Le gouvernement continue de racler les fonds de tiroir afin de faire face à tous ses engagements, privilégiant outre les remboursements de sa dette le versement des salaires et des retraites au paiement de ses factures. En contrepartie des avancées réalisées dans les négociations, il espère toujours être autorisé à reprendre ses émissions de bons du Trésor, dont les banques pourraient se porter acquéreur, ce qui permettrait de reculer l'échéance de la fin de partie. Faute de moyens, le gouvernement aligne les gestes symboliques et revient sans en demander l'autorisation sur des mesures passées – 1.500 fonctionnaires vont être réintégrés, les émissions de la télévision publique ERT vont reprendre – et annonce de nouvelles taxes sur les grosses fortunes et les produits de luxe. Côté négociations, les propos tenus devant les micros témoignent d'une volonté d'apaisement, mais celle-ci se manifeste plus dans la forme que sur le fond, exprimant avant tout la volonté de jouer les prolongations.

Contre toute évidence, le FMI, la Commission et la BCE se sont fendus dans l'urgence d'un communiqué commun démentant l'existence de désaccords entre eux, le président de l'Eurogroupe préférant faire non sans une certaine ambiguïté état d'une « étroite coordination » entre les parties. Thomas Wieser, qui dirige l'Euro group working group chargé de préparer les réunions des ministres, a reconnu que les réformes de la législation du travail et des retraites restaient en suspens, désormais placées de facto au centre des négociations. En préambule, le secrétariat de Syriza va se réunir vendredi pour déterminer les marges de manoeuvre, ainsi que l'opportunité d'organiser un référendum si un compromis mordant les *lignes rouges* maintes fois réaffirmées était trouvé.

Afin de donner de l'importance à l'échange téléphonique d'hier entre Alexis Tsipras et Jean-Claude Juncker, un communiqué commun a également été publié ! Faisant état des progrès réalisés dans les négociations, il aborde le sujet en termes que l'on comprend pesés, prévoyant de « moderniser le système des retraites afin qu'il soit juste, fiscalement soutenable et faisant

obstacle à la pauvreté pour les personnes âgées ». Les deux interlocuteurs ont également discuté de la politique salariale et du marché du travail, dans le but de « soutenir la création d'emplois, accroître la compétitivité et renforcer la cohésion sociale », en référence aux « standards européens les plus élevés ». Au final, il est renvoyé au « Groupe de Bruxelles » le soin de mettre en musique ces grands principes à l'énoncé balancé, un cadeau empoisonné.

Yanis Varoufakis s'inscrit dès à présent dans le cadre des négociations qui pourraient suivre si un accord était finalement trouvé. Dans [un article](#) proposé en *syndication* à la presse internationale, il trace les grandes lignes de son « projet pour le redressement de la Grèce », avec pour but de susciter un « impact vertueux » à l'opposé de la politique suivie jusqu'alors. Il envisage d'associer des financements publics et privés au développement des activités dans les secteurs les plus prometteurs qu'il identifie : les startups technologiques ainsi que les entreprises agro-alimentaires et pharmaceutiques. Et, pour y contribuer, il propose de créer une banque du développement ayant pour mission de faire fructifier l'argent des privatisations au lieu de « combler des trous budgétaires », et de mettre également à profit le plan Juncker d'investissement et les fonds de la Banque européenne de développement. Ainsi que de créer une *bad bank* afin de soulager les banques grecques et leur permettre de jouer leur rôle, avec comme perspective de réduire le poids des actifs toxiques qui actuellement s'accroît, grâce aux effets de la relance.

Son projet prévoit également de lutter contre l'économie informelle, « vers laquelle la brutale dérégulation du marché du travail a poussé les travailleurs », afin de redresser les comptes de la sécurité sociale, laquelle pourrait avec les caisses de retraite bénéficier des dividendes de la banque de développement. Quant aux « cartels, pratiques anticoncurrentielles, professions fermées et bureaucratie », ils sont appelés à découvrir que « notre gouvernement est leur pire ennemi ».

Comme quoi le programme de Syriza n'a rien de révolutionnaire, comme on a voulu le faire croire, mais qu'il s'apparente à un projet dans lequel la social-démocratie aurait pu se reconnaître, lorsqu'elle méritait encore son nom.

'Personne ne peut fixer le prix du pétrole, cela dépend d'Allah'

par Arnaud Lefebvre · 07 mai 2015 [Express.be](#)



Le ministre saoudien du pétrole et des ressources minérales, Ali Al-Naimi, semble penser que ni l'Arabie saoudite, ni l'OPEP ne peuvent réellement contrôler les prix du pétrole, [écrit Business Insider](#).

« Personne ne peut fixer le prix du pétrole, cela dépend d'Allah », a-t-il déclaré en début de semaine [dans une interview à CNBC](#).

Ali Al-Naimi occupe ce poste depuis 10 ans. De 1983 à 1995, Il a été président-directeur général de Saudi Aramco, compagnie nationale saoudienne d'hydrocarbures, la première compagnie pétrolière mondiale. L'homme est en outre considéré comme l'une des personnalités les plus influentes par la revue Time ainsi que par Bloomberg. Par ailleurs, il a insisté sur le maintien de ses objectifs de production de pétrole (30.000.000 de barils) en dépit de la baisse récente des prix.

Durant les cinq années précédant le seconde semestre de 2014, le prix de l'or noir a été égal ou supérieur à 100 dollars le baril avant que les prix ne baissent de près de 50%. Cependant, les dernières semaines ont montré une légère récupération du prix du pétrole, avec comme conséquence une accalmie des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

[**Fiasco énergétique, le gaspillage écologiste des ressources**](#)

[\(Corentin de Salle & David Clarinval\)](#)

Livre , commentaires de vosgeshorizondurable.fr

Une vague de faillites retentissantes déferle dans le secteur de l'énergie renouvelable intermittente. L'industrie verte, célébrée hier comme la panacée à la crise économique mondiale, s'écroule de toute part en raison d'un subventionnement massif à l'origine d'une bulle verte qui éclate aujourd'hui. Nous assistons à un « double paradoxe énergétique ». Premièrement, jamais l'énergie n'a été aussi chère en Europe alors que jamais son coût de production n'a été aussi réduit. Deuxièmement, jamais l'Europe ne s'est dotée d'une telle capacité de production alors que jamais la sécurité d'approvisionnement n'a été aussi menacée: en effet, vu la priorité accordée au renouvelable, la capacité de production électrique actuellement à l'arrêt ou mise « sous cocon » équivaut à la somme de la production électrique belge, tchèque et portugaise. Indispensables au maintien de notre approvisionnement énergétique, les centrales à gaz, florissantes partout ailleurs dans le monde, sont rendues déficitaires par la politique des quotas et la subsidiation pharaonique de l'industrie verte intermittente. Contraintes de fonctionner à un régime inférieur à leur seuil de rentabilité, elles ferment leurs portes un peu partout en Europe.

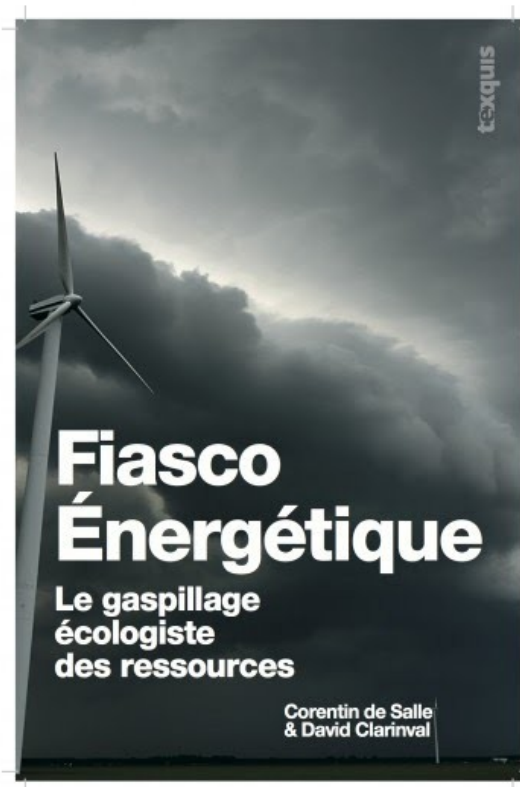
Ce fiasco signe avant tout l'échec du paradigme idéologique dominant en Europe : le développement durable. Ce dernier - qui ne doit pas être confondu avec la volonté de préserver l'environnement et le bien-être des générations futures à laquelle adhère tout esprit raisonnable - formate depuis longtemps les politiques énergétiques des États membres. Le résultat est

dramatique : fiasco social, environnemental et économique, le développement durable, n'est pas « durable ». S'écartant de la logique optimisatrice d'un marché libre, les mécanismes mis en œuvre pour forcer à la « transition énergétique » conduisent à un gaspillage insensé et suicidaire des ressources naturelles, humaines et budgétaires. Nombre d'entreprises européennes se délocalisent en Amérique où le coût de l'énergie a été divisé par trois suite à la révolution du gaz de schiste. N'est-il pas temps que l'Europe change de paradigme énergétique ?

Docteur en philosophie et licencié en droit, expert dans un centre d'études politiques depuis 2005, Corentin de Salle enseigne à l'Université Libre de

Bruxelles et à l'École Pratique des Hautes Études Commerciales. Licencié en sciences politiques à l'Université Catholique de Louvain, David Clarinval est bourgmestre et député fédéral. Ancien vice-président de la Commission Climat et membre de la Commission Énergie à la Chambre des Représentants depuis 2008, c'est un spécialiste des questions énergétiques.

Exposant de façon claire, critique et documentée les problèmes et enjeux de la politique énergétique que leur haute technicité rend opaque à la plupart des citoyens, cet ouvrage documenté de 288 pages, s'appuyant sur une analyse économique, politique, philosophique et géostratégique du phénomène, dénonce vigoureusement l'instrumentalisation de la politique énergétique par les écologistes et propose des solutions de bon sens pour faire baisser la facture et renouer avec la croissance.



Au Danemark, il ne sera bientôt plus possible de régler en espèces les stations services, les cafés et les restaurants

par Audrey Duperron · 07 mai 2015 Express.be



[Roskilde Festival](#)

Le gouvernement danois vient de présenter une cinquantaine de propositions, parmi lesquelles un projet de loi qui autoriserait certains types de commerces comme les stations service, les cafés, les restaurants et les boutiques de prêt-à-porter à refuser les paiements en argent liquide, et à leur préférer d'autres alternatives, notamment les paiements par carte de crédit. Le ministère danois des Finances espère ainsi simplifier les transactions et [favoriser de cette manière la croissance économique, rapporte le site Quartz.](#)

Bjarne Corydon, le ministre des Finances danois, estime que les paiements en espèces constituent une entrave pour les sociétés, parce qu'ils présentent des inconvénients sur les plans financier et administratif. Les entreprises doivent par exemple faire appel à des gardiens de sécurité et des systèmes de surveillance coûteux pour conserver et déplacer cet argent ; en outre, rendre la monnaie prend du temps.

De nombreux secteurs échapperaient à cette mesure, notamment les commerces d'alimentation, les médecins, les dentistes et les hôpitaux. Pour les autres, la mesure pourrait entrer en vigueur au début de l'année 2016. A partir de cette date, les commerces de détail, les restaurants et les stations service pourraient refuser les clients qui ne seraient pas en mesure de les régler grâce à un moyen de paiement électronique.

Le projet du gouvernement danois se fonde sur une étude de McKinsey, qui affirme que la suppression des espèces permet de réduire les coûts des

transactions aussi bien que la délinquance. En outre, elle favorise les gains de productivité pour le secteur bancaire, tout en faisant disparaître une grande partie de l'économie souterraine, qui ne peut être ni contrôlée, ni taxée par le gouvernement.

Le recours de plus en plus important des consommateurs aux smartphones et aux autres formes de paiement mobile dans beaucoup de pays devrait progressivement réduire la nécessité des espèces.

En 2014, au Danemark, les transactions commerciales réglées en espèces ont représenté environ un quart du total. En 1990, elles en représentaient encore plus de 80%. L'année dernière, la banque centrale danoise a annoncé qu'elle cessait l'impression de billets de banque et la frappe de nouvelles pièces. De nombreuses banques danoises ne manipulent plus d'argent liquide.

Le Danemark n'est pas le seul pays à évoluer vers la suppression du numéraire, puisque sa voisine [la Suède abandonne elle aussi de plus en plus les paiements en espèces](#). De plus en plus de commerces suédois ne prennent plus que les cartes de crédit, et des agences bancaires ont cessé de détenir de l'argent liquide. 3 des plus grandes banques de la Suède, SEB, Swedbank et Nordea Bank, n'effectuent plus de transactions en espèces au comptoir depuis 2013.

En avril 2013, « cette société sans numéraire » avait obtenu un coup de pouce quand [un braqueur de banque avait dû repartir bredouille après son attaque d'une agence de banque au centre de Stockholm](#), et pour cause... cette banque faisait partie de celles qui ne conservent plus d'espèces en agence.

Mes choix "low-tech" pour la production d'eau chaude

7 Mai 2015 , Rédigé par Benoît Thévard

L'eau chaude n'est pas un besoin vital, mais cela reste un **élément de confort** dont je ne suis pas encore prêt à me passer ! Qu'il s'agisse de la vaisselle, de la douche, du ménage ou de la machine à laver, les besoins en eau chaude requièrent une **consommation énergétique** non négligeable ([600 kWh /personne/an](#)) et une **alimentation électrique**.

En effet, la chaleur peut provenir d'une résistance électrique (cumulus), de votre chaudière à gaz, à fioul et parfois au bois, ou encore d'une pompe à chaleur. Dans tous les cas, la première coupure de courant provoque un arrêt

du chauffage de l'eau.

Partant de ces constats, l'idée qui vient en premier, c'est **le chauffe-eau solaire** (CES) ! Brûler du gaz fossile pour chauffer de l'eau, alors que le soleil tape sur la maison, ce n'est pas ce qu'il y a de plus pertinent. Mais il y a deux limites à ce système: il n'y a presque **pas de soleil en hiver** et les équipements qui sont installés actuellement **requièrent de l'électricité** pour faire tourner [les circulateurs](#) et alimenter la carte électronique qui gère le fonctionnement de l'ensemble. Ces deux limites nous ont conduits à faire les choix détaillés ci-après.

Le CES en thermosiphon: simplicité et robustesse

Pour notre CES, nous avons choisi d'utiliser un **phénomène physique bien connu**, selon lequel un fluide, lorsqu'il est chauffé, a tendance à monter naturellement. Ainsi, si vos capteurs solaires sont situés plus bas que votre ballon de stockage, le fluide chauffé par le soleil dans les capteurs se met en mouvement et transporte les calories jusque dans votre ballon. Une fois dans le ballon, il transmet la chaleur à l'eau grâce à un échangeur. Se refroidissant au contact de l'eau, il redescend vers les capteurs où il sera de nouveau réchauffé, etc.

Ce système s'appelle **le thermosiphon** et il est très utilisé dans les **pays chauds**, où l'on voit sur les toits terrasses des capteurs surmontés d'un ballon de stockage. En France, ce système appelé "monobloc" (car il s'agit d'un kit complet), est beaucoup moins utilisé parce qu'il fait froid une bonne partie de l'année et que le stockage de l'eau chaude à l'extérieur n'est pas intéressant. En revanche, le système que j'ai installé consiste à mettre le ballon à **l'intérieur de la maison**. Il faut juste qu'il soit plus haut que les capteurs pour offrir une pente d'environ 10% minimum entre le haut des capteurs et l'entrée dans le ballon.

Contrairement à ce que disent les légendes urbaines, **cela fonctionne très bien !**



Chauffe-eau solaire thermosiphon monobloc sur toiture. Source : www.chauffeeausolaire.info

Le système doit être bien conçu au départ et la configuration du logement doit être propice à ce genre d'installation. Si ces deux conditions sont remplies, vous aurez de l'eau chaude **quoi qu'il arrive**, entre avril et octobre, **sans risque de panne** ou de dysfonctionnement, et pour un **prix raisonnable**.



Schéma de l'installation, capteurs en place sur le toit et tuyaux de circulation du fluide

[\[pdf\] INSTALLATION SOLAIRE EN THERMOSIPHON À CHÂTEAUNEUF](#)

Fiche technique complète de l'installation

Le bouilleur en thermosiphon: le complément pour l'hiver

La seconde limite évoquée plus haut, c'est que le CES ne fournit que **60% des besoins d'une maison** sur une année. J'ai pu le vérifier en mesurant la consommation de la résistance électrique d'appoint de notre ballon. Après un an de fonctionnement, nous avons consommé environ 600 kWh d'électricité pour deux adultes et un enfant, c'est-à-dire que le CES nous a bien fourni les deux tiers de notre consommation théorique. Il reste donc un dernier tiers à fournir pour ne plus dépendre de l'électricité pour l'eau chaude pendant l'hiver. Pour cela, on peut utiliser le même phénomène physique (thermosiphon), mais avec un **chauffage au bois**.

Le principe est aussi simple que pour le CES, mais la source de chaleur est la combustion du [bois bûche](#). Nous avons donc décidé d'installer un [poêle de masse](#) équipé d'un [bouilleur](#), c'est-à-dire d'un échangeur de chaleur qui va récupérer la chaleur des fumées pour chauffer le fluide. Le fluide ainsi chauffé monte naturellement dans le ballon situé à l'étage, puis il redescend après avoir transféré la chaleur à l'eau du ballon. Pour une telle installation il faudra acquérir un ballon équipé de [deux échangeurs de chaleur](#).

Pour résumer, en période chaude et ensoleillée, le CES est suffisant pour fournir **100% des besoins**. Dès que le soleil est trop bas ou absent, il suffit de mettre des bûches dans le poêle pour faire le complément d'eau chaude, tout simplement. Vous obtenez ainsi une production d'eau chaude **fiable, complète et autonome** (si vous avez un approvisionnement fiable en bois de chauffage).

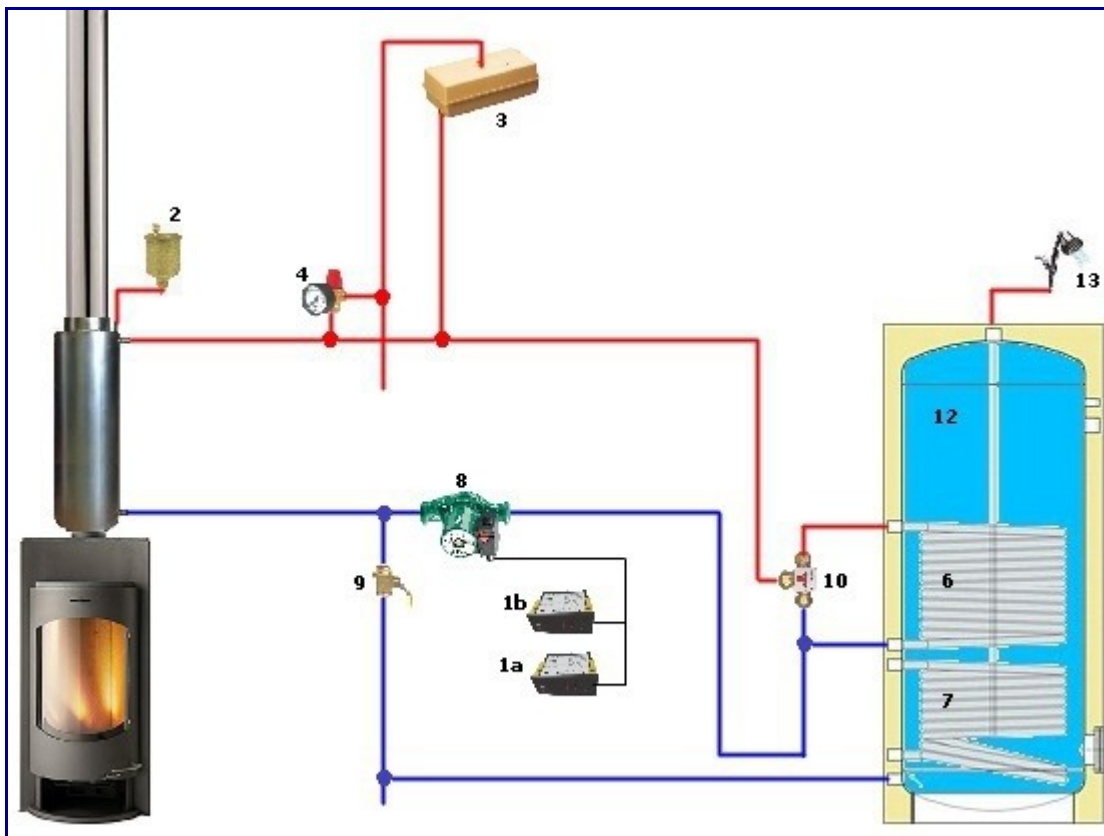


Schéma d'installation d'un bouilleur conventionnel (sans thermosiphon)

Pas tout à fait low tech ... mais presque !

L'installation que je viens de décrire est **un compromis** entre coût, temps de conception, de fabrication et d'installation, fiabilité et rendement énergétique. Il est possible de faire encore moins cher en fabriquant soi-même les éléments, mais c'est beaucoup plus long, le rendement est souvent moins bon et le risque de fuites accru.

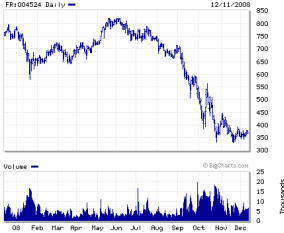
Vous aurez sûrement **du mal à trouver** des professionnels qui acceptent de mettre en place ce genre de choses chez vous, c'est pourquoi le partage d'expérience est essentiel.

Si vous souhaitez, comme moi, faire profiter de votre expérience, n'hésitez pas à laisser un commentaire. Enfin, vous pouvez également contacter l'entreprise militante Solaire-Diffusion qui accompagne les auto-constructeurs et fournit du matériel pour de telles installations et le forum APPER Solaire qui concentre les retours d'expérience et les discussions sur le sujet.

[Areva: 6'000 emplois à la trappe dans le monde](#)

Laurent Horvath 2000watts.org Jeudi, 07 Mai 2015

[Ma question est: que va-t-il se passer si les grands producteurs d'électricité font faillite? Fermer le courant? Les lumières vont s'éteindre? Fin de la civilisation industrielle?]



Après la perte de 4,8 milliards d'euros en 2014 annoncée par Areva et des pertes de presque 10 milliards durant ces dernières années, une forte restructuration était attendue parmi les 45'000 employés.

La nouvelle est tombée comme une massue. En France, entre 3'000 et 4'000 employés vont perdre leurs emplois d'ici aux prochaines élections en 2017. Au total 6'000 personnes vont quitter le groupe nucléaire.

Les frais de personnel atteignent aujourd'hui 4 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires de 8 milliards. Les postes administratifs vont faire les frais afin de préserver les compétences du groupe.

Areva va diminuer ses frais de personnel de 18% dans le monde et de 15% en France et réduire ses coûts d'un milliard d'euros d'ici à 2018.

EDF va racheter AREVA Nuclear Power

De son côté, EDF est sur le point d'acheter l'ensemble d'Areva NP, la filiale chargée de la conception, de la fabrication et de la maintenance des réacteurs nucléaires. Cependant, EDF est également fortement endetté avec plus de 45 milliards euros. Le prix sera donc fixé à un taux minimal.

Une première vague suivie par d'autres?

Afin d'éponger ses dettes Areva avait déjà vendu pour plus de 7 milliards d'actifs. Mais depuis 2012, rien ne va plus et après les 500 millions de pertes en 2013, le plongeon de 2014 n'annonce rien de bon.

Le nucléaire français a tout misé sur sa nouvelle centrale nucléaire EPR dont les espoirs ont été douchés par les retards et les dépassements de budget. De plus, l'arrivée de la Chine dans la construction de Centrale Nucléaire, pose de sérieuses menaces sur l'ancien géant gaulois. En effet, pour réaliser ses deux EPR en Chine, Areva a dû céder son savoir-faire aux chinois qui se sont

immédiatement lancé sur ce marché à des prix low cost.

Il est fort probable qu'Areva va devoir continuer sa cure d'amaigrissement et réaliser d'autres plans de restructuration. La dose homéopathique annoncée aujourd'hui n'est peut être qu'un écran qui protège le gouvernement actuel et remet à après 2017 la prochaine vague.

Fonds vautour : heureusement, la Belgique a la solution

Par Emmanuel Perclus, depuis la Belgique . Publié le 8 mai 2015 Contrepoints

Une proposition de loi belge portée par un député inconnu, voudrait faire interdire les fonds vautours. Cela tient-il la route ?

Entre deux manifestations et les combats d'infirmités qui s'en suivent toujours (droite contre gauche), il semble que nos parlementaires fédéraux se soient pris d'une petite lubie à tendance communiste. Et je dis bien « nos parlementaires » et non « certains parlementaires ». MR, PS, CDH, CD&V, SPA, tous vous dis-je, vont emprunter la petite route cabossée de la servitude communiste.

Du moins, c'est ce que l'on pourrait croire à en lire nos braves journalistes de la [RTBF](#), de [RTL](#), de la [DH](#) et du [Soir](#) (on a pas encore vu *La Libre* sortir un papier, mais ça ne saurait probablement pas tarder).

Alors, de quoi s'agit-il ? Une proposition de loi, portée à bout de bras par un député que l'on retrouvera à la page « inconnu au bataillon » du répertoire des élus, voudrait faire interdire les fonds vautours. Mais qu'est-ce qu'un fonds vautour ? Demandons à nos journalistes :

Pour [RTL](#) :

« Les fonds vautours sont des fonds financiers qui acquièrent les titres de la dette de pays pauvres à des prix inférieurs à leur valeur faciale. Une fois que le pays en question retrouve une certaine solvabilité, les fonds vautours l'attaquent devant la justice afin de récupérer l'intégralité du prêt, majoré de pénalités de retard. »

Et pour la [DH](#) :

« Les fonds vautours sont des fonds financiers qui acquièrent les titres de la

dette de pays pauvres à des prix inférieurs à leur valeur faciale. Une fois que le pays en question retrouve une certaine solvabilité, les fonds vautours l'attaquent devant la justice afin de récupérer l'intégralité du prêt, majoré de pénalités de retard. »

Tiens, c'est rigolo, le journalisme aujourd'hui, ça a l'air facile, il suffit de suivre le modèle. On comprend donc que les fonds vautours sont des gros méchants qui ne veulent que le mal des populations pour gagner toujours plus d'argent et qui, quand il s'agit de faire respecter un contrat, « attaquent » sans vergogne les pauvres États sans défense. Il est donc normal que notre brave député Ahmed Laaouej prenne le projet à bras le corps afin de faire cesser cette infamie, tant il est évident que c'est un sujet que les Belges ont réclamé à cor et à cri, d'ailleurs, c'est *RTL*, la *DH*, *Le Soir* et la *RTBF* qui le disent la plume en chœur :

« Fondée sur une demande de la société civile et plus particulièrement de la part des organisations non gouvernementales, cette proposition de loi doit donner « de nouvelles armes » à la justice belge afin de lutter contre des pratiques que l'initiateur du texte, le député socialiste Ahmed Laaouej, qualifie « d'abus de faiblesse économique ». »

Décidément, le journalisme, je me demande pourquoi il faut cinq ans d'études pour y décrocher le diplôme. C'est si long que ça d'apprendre à faire des copier-coller ? La société civile, c'est bien entendu vous et moi, mais ne vous inquiétez pas si vous n'aviez rien demandé, je vais y revenir.

Comme il ne faut visiblement pas demander à nos journalistes de voir plus loin que le bout de leur dépêche Belga, je voudrais quand même souligner deux ou trois trucs sur cette bonne idée.

On comprend d'abord très vite qu'il n'y a pas d'unité fédérale derrière ce machin, si ce n'est quelques élus ayant signalé partager l'idée. Encore faut-il qu'elle soit adoptée par l'ensemble des partis pour qu'on puisse parler d'unité. Je me demande bien où l'agence Belga a été pêcher un titre aussi éloigné des faits. Mais passons.

Une telle proposition de loi ne tombe pas du ciel. Elle est portée en Belgique depuis plusieurs années, notamment par la société civile un piponomiste du nom de [Xavier Dupret](#), militant syndical qui traîne sa faucille et son marteau dans diverses associations, dont Jacquemotte qui a pour but affiché de

« [contester l'ultralibéralisme qui traverse la société](#) ». Rien que ça ! Le lobbying, c'est méchant si ce sont les entreprises, mais si c'est la « société civile », alors là, c'est bon ! Si Xavier Dupret avait lu un seul livre sur le libéralisme dans sa vie, il saurait que si [ultralibéralisme](#) il devait y avoir, il n'y aurait en Belgique aucune subvention à la culture, aux médias, aux associations et aux entreprises ; aucune niche fiscale ; aucune sécurité sociale étatique ; aucun ministre des sports ; aucune aide au développement et à la coopération ; une circulation totalement libre des biens, services et personnes ; un taux total d'impôts qui ne dépasserait probablement pas les 15% ; aucune loi sur le foncier autre que celle de la propriété ; il n'y aurait ni UE, ni Euro ; ... et j'en passe des centaines ! De quoi mettre un Xavier Dupret au chômage, ou éminceur d'oignons au McDonald's. Horreur ! Malheur ! Rien qui ressemble de près ou de loin à la Belgique actuelle. Voilà, Jacquemotte (pas le café), c'est donc pour la société civile. Si vous n'êtes pas communiste comme eux, eh bien vous n'en faites visiblement plus partie. Bref, quand on lit que ces gens pensent vivre en « ultralibéralisme », il n'en faut pas plus pour se convaincre qu'ils vivent dans l'ultra-bêtise la plus totale.

Ensuite, ce serpent de mer des « [fonds vautours](#) » est décidément l'ultime preuve que le socialisme n'a que faire [des accords et du droit](#). L'Argentine étant citée en exemple par nos apprentis staliniens, alors je vais encore une fois de plus leur mettre le nez dans la réalité et la vérité, même si ça pique pour nos altercompreneurs.

Pour faire très vite et très simple, l'Argentine décide à la fin des années 1990 d'émettre sa monnaie sous forme de [currency board](#) aligné sur le dollar (on arrime donc de force une économie pauvre et en déroute sur une économie forte, tout ça va forcément bien finir). Tout va bien tant que ce dernier reste bas. Fin des années 1990, le dollar monte, et crac-boum-hue l'économie argentine explose en vol. Une idée socialiste géniale de plus qui claque à son sommet en laissant sur le carreau les habitants du pays. Et malgré tout cela depuis 2001 le pays continue sa course en avant en s'endettant pour financer sa politique socialiste qui, ô surprise, finit dans le bac à sable comme partout ailleurs.

Arrivent les moments, nombreux, où l'Argentine ne peut plus payer. Elle pourrait choisir de faire défaut et d'envoyer paître ses créanciers. C'est le jeu.

Mais voilà, une telle manœuvre signifie de s'asseoir sur la possibilité de s'endetter de nouveau à l'avenir. Et quand on est socialiste, vivre sans dette, c'est du domaine de l'impensable. De ce fait, les dirigeants argentins ont passé des années à négocier, renégocier et demander des rallonges et des allègements jusqu'à ce que certains créanciers craquent et, crise de 2008 oblige, revendent leurs bons argentins à des fonds, très vite renommés « vautours » après qu'ils aient eu le mauvais goût de vouloir faire respecter un contrat face à un tribunal. L'Argentine s'était engagée à rembourser, elle a fini par changer d'avis, le tribunal lui a ensuite gentiment rappelé qu'un contrat est un contrat et qu'il fallait passer à la caisse. Franchement, qu'est-ce que c'est que ces salauds qui demandent à être remboursés ? On se le demande. Et tout ce droit des contrats à respecter, on nage décidément en plein ultra-turbo-libéralisme.

Et du droit des contrats, nos amis socialistes n'en veulent plus. Profiter de l'argent des autres, ça va bien, mais s'il faut commencer à rembourser, c'est moins sympa. Évidemment, les créanciers sont les idiots utiles de telles politiques. Continuer à financer de pareils vautours politiques qui profitent des faiblesses économiques, sociales et juridiques de leurs électeurs (oui monsieur Laaouej, la vraie faiblesse est du côté de ceux tabassés par l'État à coup de lois et d'impôts et qui finissent par en subir les conséquences) est une aberration qui m'étonnera toujours.

Ceci étant, quand nos élus apprendront à vivre de nos impôts en bons pères de familles et non pas en nous prenant pour des incapables, nous promettant monts et merveilles payés par la dette que rembourseront nos gamins, ce genre de situation n'arrivera plus. On ne peut pas réclamer sans cesse le droit de s'endetter et le droit de ne pas rembourser. Ou alors on se déclare en faillite, et on assume.

Quand on parcourt la proposition de loi, on est quasiment assuré que ce schmilblick ne fonctionnera jamais et fera simplement fuir quelques investisseurs de notre pays, car concrètement cette proposition « *vise à permettre au magistrat de déterminer s'il se trouve devant un fonds vautour. Pour ce faire, il devra établir s'il y a une « disproportion manifeste entre le montant d'achat et de la revente de la créance » . D'autres critères devront également être considérés, notamment la présence du fonds dans un paradis fiscal ou la situation de cessation de paiement de l'État victime. Si le*

demandeur est effectivement un fonds vautour, celui-ci ne pourra récupérer devant la justice belge que le prix initialement payé pour son achat d'obligation, et non sa valeur faciale. »

Un juge va donc devoir décider si oui ou non, le détenteur de la dette est légitime ou pas. Vous voyez, il y a des bons fonds et des mauvais fonds. Le cas de l'Argentine explique bien de quoi il s'agit, comme il est dit à demi mot dans [cet article du Monde](#), un fonds vautour est d'abord celui qui n'accepte pas de perdre 70% de son prêt. Tremblez donc à l'idée de réclamer vos droits aux remboursements, vautours ! On ne sait pas trop non plus si la « disproportion manifeste » commence à 10%, 50% ou 67,4% de bénéfice. On rigole d'avance à imaginer les débats. Sachant que les fonds ayant racheté la dette Argentine sont basés aux USA ([Elliot Management](#) ou Aurelius), on se demande aussi ce que le machin des paradis fiscaux vient faire là-dedans. Bien entendu, pour tout bon socialiste, un pays qui taxe moins que le sien est *de facto* un paradis fiscal pratiquant le dumping social. Aucun doute que les USA finiront sur la liste un jour ou l'autre.

Voilà donc notre fière Belgique prête à fouler au pied le droit des contrats (quel accord ?) et de la propriété (ton pognon ? quel pognon ?).

Il n'y a pas à dire, on est sur la bonne voie. De quoi rassurer les investisseurs, j'en suis certain. Pour terminer, je me pose une question : la raison pour laquelle les tribunaux américains sont légitimes pour ce genre de litiges est que cela fait partie de l'accord de base. La justice d'un pays comme l'Argentine n'étant [que très peu](#) (voire pas du tout) indépendante du pouvoir, les prêteurs inscrivent en condition le recours aux tribunaux du pays de l'oncle Sam en cas de litige. Quel pouvoir aura donc un éventuel tribunal belge dans ce cas de figure ? À part crier dans le désert ?